

À Montfavet, des alertes sur la prise en charge d'enfants



Les représentants des salariés envisagent des actions communes avec les parents d'enfants en IME pour se faire entendre. PHOTO F.C.

AVIGNON

La CGT du centre hospitalier et le représentant des parents de l'institut médico-éducatif du Château s'alarment du manque de personnel lié notamment à une dizaine d'accidents de travail. Un droit d'alerte a été déposé.

Il y a un peu plus d'un an, nous relations l'éphémère grève de la faim menée par une maman pour que sa fille obtienne une place dans un foyer d'accueil médicalisé à Montfavet. Preuve déjà de structures insuffisantes dans le médico-social à destination d'enfants ou d'adultes handicapés mentaux. Mais parfois, les difficultés ne s'arrêtent pas une fois la place accordée. C'est le sens du message envoyé ce lundi matin par la CGT du centre hospitalier de Montfavet au sujet de l'institut médico-éducatif (IME) du château de Mérignargues.

« On risque de devenir négligents par épuisement et maltraitants par sous-effectif », résume Patrice Durand, maître de maison à l'IME et délégué CGT des personnels. À ses côtés, Loïc Menguy acquiesce.

Papa d'un enfant de 11 ans accueilli à l'IME et président du conseil de vie sociale de l'établissement, il s'inquiète : « *Si le personnel est en danger, nos enfants le sont aussi* ». Loïc Menguy, dont le fils est à l'IME depuis son ouverture il y a près de 5 ans, a constaté dernièrement un turnover accéléré du personnel. Et pour cause : selon la CGT, « *l'effectif ne permet pas de tourner sur 365 jours* ». Le syndicat a adressé un droit d'alerte fin août à la direction, listant entre autres la vacance de près d'une dizaine de postes sur 45. « Depuis moins de six mois, 8 agents ont quitté l'IME et plusieurs sont en partance. Pour la plupart, ces départs sont dus aux conditions de travail fortement dégradées », écrit la CGT dans son droit de l'alerte. Un document déposé fin août après un mois éprouvant. « *Une dizaine de collègues sont en arrêt maladie pour cause d'accident de travail* », pointe Patrice Durand. Douze fiches d'événements indésirables ont également été rédigées. Si gérer les accès de violence est inhérent au travail des IME, les degrés atteints sont « *du jamais-vu* ».

« La sécurité des usagers n'est plus assurée »

« *Une élève en formation, qui n'aurait jamais dû être seule, est repartie le bras en écharpe* », déplore Emmanuel Loubier, secrétaire CGT de l'hôpital. L'absence de personnels se fait aussi sentir sur la prise en charge des enfants. « *La sécurité des usagers n'est plus assurée*, grince Claire Moreno, secrétaire générale CGT des personnels de Montfavet. *Pourtant, le projet professionnel ici fait rêver. La façade donne envie de venir mais, in fine, le système devient maltraitant.* » Le syndicat a élaboré plusieurs propositions sur les recrutements, bien sûr, mais aussi le projet de service. « *Dans sa réponse au droit d'alerte, la direction ne fait que commenter des constats mais n'apporte pas de réponse* », regrette Emmanuel Loubier.

Contactée, la directrice Marie-Laure Piquemal-Ratouit n'a pas souhaité commenter la situation, se disant même surprise de cette sollicitation.

Florent de Corbier